

Fête de l'Huma : Diffuser le bon de soutien (p. 4)

COMMUNISTES

**A propos des mobilisations
contre le « pass sanitaire »**

(p. 3)



Vidéo

**Quand va-t-on
s'attaquer aux
paradis fiscaux qui
blanchissent l'argent
sale des trafics?**

Paradis

Les paradis fiscaux, c'est fini, les stratégies d'« évitement fiscal » des entreprises, c'est terminé : c'est en tout cas ce que les officiels nous ont juré sur tous les tons depuis la réunion du G20 cet été à Venise. Vrai de vrai? Une carte du monde publié par Les Echos indique qu'au jour d'aujourd'hui il existe 15 pays ou territoires où aucun impôt sur les sociétés n'est prélevé : les Emirats arabes unis, le Bahrein et 10 territoires appartenant soit à la Grande Bretagne soit au Commonwealth, de Jersey à l'île de Man en passant par les Bahamas ou les îles Caïmans (et sans parler des fiscalités « douces » d'Irlande, de Hongrie et d'Estonie, non signataires de l'accord de Venise). Bref comme dit la chanson, quand c'est fini, ça recommence. ✳

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse: €

**“Donner les moyens
au PCF d'intervenir”**

Chèque à l'ordre de “ANF PCF” : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

FRANCE, TERRE D'ASILE 2021

"IL FAUT NOUS PROTÉGER CONTRE LES FLUX MIGRATOIRES IRRÉGULIERS."



CHANTAL MONTELLIER

En Marche!
vers la lepenisation ?

SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

26 août, à partir de 10h : arrivée de la Caravane des Jours Heureux à Malo-les-Bains pour la dernière étape, en présence de Fabien Roussel. Au Kursaal, 7 bis Place du Casino (59)

27 & 28 août : Fête de l'Humain d'abord, ancienne gare de l'Isle Jourdain (86). Concerts, débats, restauration ... Prix libre, camping gratuit.

28 & 29 août : Festival de l'Humain d'Abord au Parc Anne Frank, Somain (59). Concerts, débats, vide grenier et meeting de Fabien Roussel le dimanche 29 à 16h45. Pass 2 jours à partir de 5€, camping gratuit. Plus d'informations et programmation complète sur <https://festival-lhumaindabord-59.fr/>

27, 28 & 29 août : Université d'été du PCF, Aix en Provence (13). Pour plus de renseignements : universite-ete@pcf.fr

2 septembre : parution du livre de Fabien Roussel, *Ma France, heureuse, solidaire et digne*, en librairie (éditions du Cherche Midi)

2 septembre, 18 h 30 : Assemblée départementale de rentrée des communistes de l'Oise, en présence de Ian Brossat. Espace des Rencontres, Montataire (60)

4 septembre, à partir de 11 h 30 : Fête fédérale du PCF 46, Francoulès. Concours de pétanque, animation musicale, restauration sur place (prix du repas 10€). Inscriptions jusqu'au 27 août au 05 65 21 04 37 ou pcf46orga@gmail.com

4 septembre, à partir de 12h : Banquet républicain des communistes de Bourgogne Franche Comté. Prix du repas 12€. Inscriptions et covoiturage organisés par les fédérations. Espace municipal à côté du stade, Saint Aubin (39).

5 septembre, à partir de 11 h 30 : Rentrée politique des communistes des Alpes-Maritimes. Pique-nique militant et prises de parole avec Fabien Gay, sénateur de Seine Saint Denis. Inscription à fedepcf06@gmail.com ou au 0493315569. Colline du Château, Nice (06)

10, 11 & 12 septembre : retour de la Fête de l'Humanité à la Courneuve. Bon de soutien 30€, disponible auprès des camarades ou en ligne sur

11 & 12 septembre : Fête du Travailleur Alpin, parc de la Poya à Fontaine (38). Plus d'infos et billets sur <https://fete.travailleur-alpin.fr/>

16 & 17 septembre : Journées Parlementaires – Périgueux. Les député.es du groupe GDR et les sénateurs et sénatrices du groupe CRCE se rendront à Périgueux pour leurs journées parlementaires.

18 & 19 septembre : journées européennes du patrimoine

21 septembre à 18h30 : rentrée de l'Université Populaire de l'Aube, conférence sur les Femmes et la Commune, avec Francis Pian, auditorium de Saint Julien les Villas (10). D'autres dates à venir

25 & 26 septembre : Fête de Feugarolles (47). Plus d'informations à venir.

2 & 3 octobre : Fête fédérale des Hautes-Pyrénées, Tarbes (65). Infos à venir

12 & 13 octobre : Université Populaire de l'Aube, Triolet à Troyes et à Romilly, auditorium de Saint Julien les Villas (10).

17 octobre à partir de 13h30 : Commémoration du 80ème anniversaire des fusillés de Chateaubriant, à la Carrière des Fusillés, La Sablière (44)

26 octobre : Université Populaire de l'Aube, la radio sous l'Occupation, auditorium de Saint Julien les Villas (10).

2 novembre : Université Populaire de l'Aube, le complotisme, auditorium de Saint Julien les Villas (10).

19 novembre, 18h : projection du film de René Vautier *Châteaubriant, mémoire vivante*, dans le cadre de l'Huma Café, au Lieu Unique, Nantes (44)

23 novembre : Université Populaire de l'Aube, l'hôpital public, auditorium de Saint Julien les Villas (10).

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition Mémoires commune(s), Musée de l'Histoire Vivante, 31 bd Théophile Sueur, Montreuil (93). Infos sur <http://www.museehistoirevivante.fr>

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE :

JOURNÉE à la mer du PCF 85 à Saint Hilaire de Riez les 18 & 19 août et du PCF 60 à Dieppe (76) le 21 août

HOMMAGE à Marcel Cachin à l'occasion des 100 ans du PCF, randonnée de la maison de Chapelle-Launay à la gare de Savenay, retour par la Vallée Mismy (44) le 21 août

A propos des mobilisations contre le « pass sanitaire »

S'égrenant au fil des semaines en plein cœur de l'été, les manifestations contre le « passe sanitaire » interpellent, autant qu'elles divisent jusqu'à dans les rangs de nos camarades. Par leur constance, comme par leur grande hétérogénéité elles peuvent être interprétées comme le relais de l'exaspération croissante que provoque la politique du pouvoir macronien : ses mensonges à répétition ; l'inexistence d'une stratégie sanitaire cohérente depuis le début de l'épidémie ; la casse de notre système de santé comme de nos services publics pour satisfaire aux prescriptions austéritaires des traités européens néolibéraux ; l'autoritarisme d'un président imposant ses décisions en s'affranchissant de tout débat avec le pays et en affichant son mépris pour le Parlement, les élus, les acteurs sociaux, les professionnels de santé ; le danger d'une loi, adoptée à la hussarde par la majorité de l'Assemblée nationale et qui s'attaque dangereusement aux droits sociaux des salarié-es. Ce mouvement s'alimente aussi de la défiance envers des vaccins répondant à de nouvelles technologies, défiance alimentée par nombre d'informations hasardeuses et inexactes et par des scandales sanitaires liés aux grands groupes pharmaceutiques mus par une soif insatiable de profits juteux.

Pour autant, même si les manifestations du samedi ont pu emprunter des tonalités faisant écho aux revendications portées par le mouvement social depuis des mois, elles auront également été porteuses de confusions politiques et de régressions idéologiques dangereuses. Que, dans les cortèges, aient pu s'exprimer avec force la dénonciation de la vaccination, des théories complotistes ou des slogans antisémites ne saurait relever de l'anecdote.

De telles ambiguïtés, de même que la présence dans la rue de forces ultraréactionnaires ou d'extrême droite, ne sont pas de nature à politiser les enjeux du débat public aujourd'hui, ni à aider au rassemblement d'une majorité de la société autour des exigences de justice, de solidarité, d'égalité. Au contraire, alors que l'action de l'exécutif et ses méthodes divisent profondément la nation lorsqu'il faudrait plutôt la mobiliser pour triompher de la pandémie, la contestation creuse à son tour des fractures qui, in fine, ne font que servir un président en quête de réélection.

Dans leur histoire, les communistes se sont toujours situés aux avant-postes de la lutte en défense de la Raison, de la science, de l'intérêt général humain. Ils entendent, pour cette raison, mener à présent la bataille pour la vaccination générale. Toute la gauche et les forces de progrès devraient d'ailleurs s'y retrouver, car elle est le seul moyen de s'extraire du piège dans lequel le gouvernement tente d'enfermer notre peuple, par sa manière brutale de lui imposer le « passe sanitaire ».

La vaccination est la seule arme dont dispose, à l'heure actuelle, l'humanité pour se protéger. En l'état présent des connaissances, rien n'atteste qu'elle ferait courir un danger majeur aux populations. S'il peut exister, pour chacune et chacun, une prise de risque limitée lorsqu'il ou elle se fait vacciner (ce qui est vrai pour tout vaccin), celle-ci doit être considérée comme une contribution à l'immunité de tous et de toutes. Dit autrement, au-delà de la situation de chaque individu, il s'agit d'un acte qui relève de la solidarité, donc de la citoyenneté.

C'est la raison pour laquelle nous entendons lier l'objectif de la vaccination générale à l'exigence de démocratie sanitaire que nous portons depuis le début de la pandémie. À la direction du pays, nous procéderions, en effet, tout autrement que les gouvernants en place. Ceux-ci se montrent incapables, non seulement de convaincre les hésitants, mais de mettre la vaccination à portée de celles et ceux qui s'avèrent le plus en danger — sur les dix millions de personnes encore à vacciner, on recense 16 % de plus de 80 ans, dont on sait qu'elles ne disposent pas d'un accès aisé à des équipes de soignants, ce qui est plus généralement le cas des populations les plus pauvres qui sont les moins protégées.

Afin de combiner urgence sanitaire et mobilisation de la société, il serait impératif de réunir, à l'échelon de chaque département, élus, acteurs sociaux, professionnels de santé, représentants des caisses d'assurance-maladie (qui possèdent les moyens d'un contact rapide avec chaque assuré) et des Agences régionales de santé. À charge pour eux de construire une stratégie basée sur la confiance autant que sur l'efficacité, et se déployant au plus près des citoyens, jusque dans les quartiers ou villes délaissés, les entreprises, les lieux d'étude.

Évidemment, comme le soulignait la déclaration de notre parti en juillet, l'immunité collective ne peut être atteinte au seul niveau des États nationaux. Pour ne prendre que cet exemple, sur les trois milliards de doses inoculées dans le monde, on en compte seulement 30 millions distribuées aux Africains, ce qui est dérisoire. Il importe, par conséquent, de relancer l'action pour la levée des brevets, le transfert de technologies, le développement massif des capacités de production, en particulier pour les pays en développement.

L'enjeu n'est rien d'autre qu'un choix de civilisation, auquel le capitalisme se montre, une fois de plus, incapable de répondre. ✖

**Christian Picquet
et Maryse Montangon**

**A paraître
le 2 septembre 2021**



Entretien avec Nathalie Simonnet

Tu es responsable au niveau national de la diffusion du bon de soutien, cette année est particulière que peux-tu nous en dire ?

Chaque fois construire la fête de l'humanité est un véritable défi, tant humain, politique que matériel. Et chaque année, on peut s'enorgueillir de construire ce village éphémère lieu exceptionnel de débat politique, de rassemblement des luttes sociales, lieu de fraternité, de culture, de fête, de convivialité.

Cette année, le défi à relever est plus grand encore, parce que la situation nous a contraints à décider tardivement de l'organisation de la fête et de fait à décider plus tardivement de la tenue des stands, de l'organisation des débats mais aussi de la diffusion du bon de soutien. Et, que bien sûr les contraintes sanitaires rendent tout plus compliqué.

Mais paradoxalement cette fête est plus attendue encore que d'habitude, tant d'un point de vue du débat politique que d'un point de vue humain et de l'envie de se retrouver, de faire la fête, d'être tous ensemble.

Depuis près d'un an et demi, nous vivons une situation très particulière qui restreint la possibilité de débat, de construction collective et nous sentons bien que cela pèse lourdement surtout lorsque le gouvernement profite de la crise sanitaire pour avancer sur des politiques qui restreignent les libertés et la démocratie et qui poussent plus loin les reculs de civilisation (réforme des retraites, de l'assurance chômage ou de l'éducation...). D'une façon plus générale la situation actuelle est marquée par la nécessité d'ouvrir des perspectives d'avenir. A l'heure où le système

capitalisme envoie l'humanité dans le mur cette question se pose avec plus d'acuité que jamais et la fête doit être ce lieu de débat et de réflexion, ce lieu de construction des résistances.

En bref, la fête sera plus que jamais l'événement politique de la rentrée qui permettra de mener en grand le débat politique en cette année d'élection présidentielle.

Quelles sont les dispositions prises pour la diffusion du bon de soutien ?

Il est absolument nécessaire de faire savoir que la fête va se tenir, beaucoup de gens l'ignorent encore. Il y a donc un enjeu autour de l'information, de la diffusion du tract et du collage de l'affiche qui sont arrivées cette semaine dans les fédérations. La diffusion militante du bon de soutien est essentielle à la réussite de la fête d'autant que cette année l'achat sur le site de l'Humanité et auprès des militants communistes sont les seuls moyens de se le procurer. Ce lien avec les gens qui participent à la fête est important pour construire dans la durée une relation politique avec le plus grand nombre des habitants de nos villes et nos quartiers. Il est donc important d'organiser des initiatives publiques pour populariser la fête et de prendre des dispositions pour que l'argent des bons de soutiens soit rapidement envoyé à

l'Humanité pour la construction de la fête.

Beaucoup de camarades rentrent cette semaine de congés, il est donc important d'organiser des assemblées de rentrée, des rendez-vous de paiement du bon de soutien pour discuter ensemble des enjeux de la fête et prendre des dispositions pour relever ensemble ce grand défi d'une fête qui fasse raisonner les envies de débats, d'actions, de retrouvailles et de culture qui sont plus fortes que jamais. ★



750 personnes à la 27^e Journée à la mer des communistes de l'OISE le 21 août à Dieppe : Le droit aux jours heureux pour toutes et tous !

750 personnes à la 27^e Journée à la mer des communistes de l'OISE le 21 août à Dieppe : le droit aux jours heureux pour toutes et tous !

Pour la 27^e année consécutive, les communistes de l'Oise et de Gisors ont organisé une grande journée « pour le droit aux vacances » : à nouveau un beau succès même si l'obligation du passe sanitaire a rebuté malheureusement un nombre important de personnes cette année.

Dès le début de matinée, 13 cars ont rejoint la cité balnéaire et portuaire où tous les participants (beaucoup de familles avec des enfants mais aussi des retraités modestes souvent des femmes) ont été accueillis par un petit déjeuner et une prise de parole de bienvenue combative de nos camarades Nicolas Langlois, maire, et Sébastien Jumel, député de Dieppe.

Toutes et tous ont dit aux militants comme à la presse présente, leur bonheur de pouvoir profiter de cette journée de détente et de dépaysement, en bord de mer : « *merci pour cette sortie, ça fait du bien au moral, car je ne sors jamais vu mes revenus !* », « *c'est notre seule journée de vacances !* »...

Au plaisir de la baignade ou des jeux de plage s'ajoutaient les nombreuses attractions de cette ville vivante mais aussi chargée d'histoire avec son château-musée ouvert gratuitement aux participants par la municipalité communiste avec la volonté de mettre la culture à la portée de tous.

Avec cette action, les communistes - qui furent parmi les artisans de la conquête des congés payés en 1936 - mettent leurs actes en conformité avec leurs paroles : nous revendiquons le droit pour toutes et tous, à pouvoir profiter de ce progrès de civilisation que sont les vacances, et comme ce droit aux vacances n'est pas une réalité pour une majorité des salariés modestes et des familles populaires de notre pays, nous organisons cette Journée qui est comme « *un bout de vacances, un bout de bonheur* » arraché aux difficultés du quotidien.

Cette Journée prenait d'ailleurs encore plus de sens dans un contexte marqué lourdement par la pandémie et ses conséquences sanitaires, sociales, économiques avec une aggravation des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres.



Ainsi, selon L'Observatoire des Inégalités, 54,5 % des 20 % de français les plus modestes disent « *ne pas avoir les moyens de partir une semaine* » quand seulement 3,6 % des 20 % de français les plus aisés font la même réponse. Et encore faudrait-il souligner le fossé entre « *partir une semaine* » dans l'année à quelques kilomètres de chez soi et partir cinq semaines, voire plus, en alternant des voyages à l'étranger, dans la famille et aux sports d'hiver...

Cette action est aussi l'occasion de rencontrer, de discuter, de nouer ou renouer des liens avec des femmes et des hommes pour échanger sur la situation sociale et politique, et pour décider ensemble d'agir pour changer les choses.

Cette année, nous avons proposé aux vacanciers d'un jour d'envoyer l'une des 5 cartes postales à Macron mises à disposition par la « Caravane d'été des Jours heureux » (clôturée par Fabien Roussel le 26 août

à Malo Les Bains), pour exprimer leurs aspirations à une vie meilleure.

Beaucoup se sont saisis de cette occasion pour faire entendre leur voix au locataire de l'Elysée à qui nous enverrons collectivement les cartes postales.

Sans surprise, c'est la revendication de la justice sociale qui est omniprésente dans les écrits avec la demande de meilleurs salaires et retraites, du droit aux vacances, au logement, à la santé :

« la dernière semaine du mois, je mange rarement à ma faim, car avec ma retraite de 900 euros je n'y arrive pas »...

« les factures de gaz et d'électricité ça n'arrête pas d'augmenter alors que je fais très attention ! On n'est bon qu'à payer alors qu'on a un tout petit salaire » ... « j'ai perdu mon boulot car j'ai dû m'arrêter pour m'occuper de ma maman qui est décédée en 2015 ; mais je n'ai plus retrouvé de travail fixe et j'enchaîne les CDD, les remplacements ! En étant dans la précarité, les vacances c'est terminé, c'est injuste » ...

Les tracts diffusés rappelaient opportunément que la fortune des 500 familles les plus riches de France était passée de 570 milliards en 2017, année de l'élection de Macron, à 1000 milliards aujourd'hui en 2021: oui l'argent existe,

d'autres choix sont possibles pour permettre par exemple que chacun puisse partir en vacances et vivre dignement « en sortant la tête de l'eau » comme le proclame l'une des cartes postales !

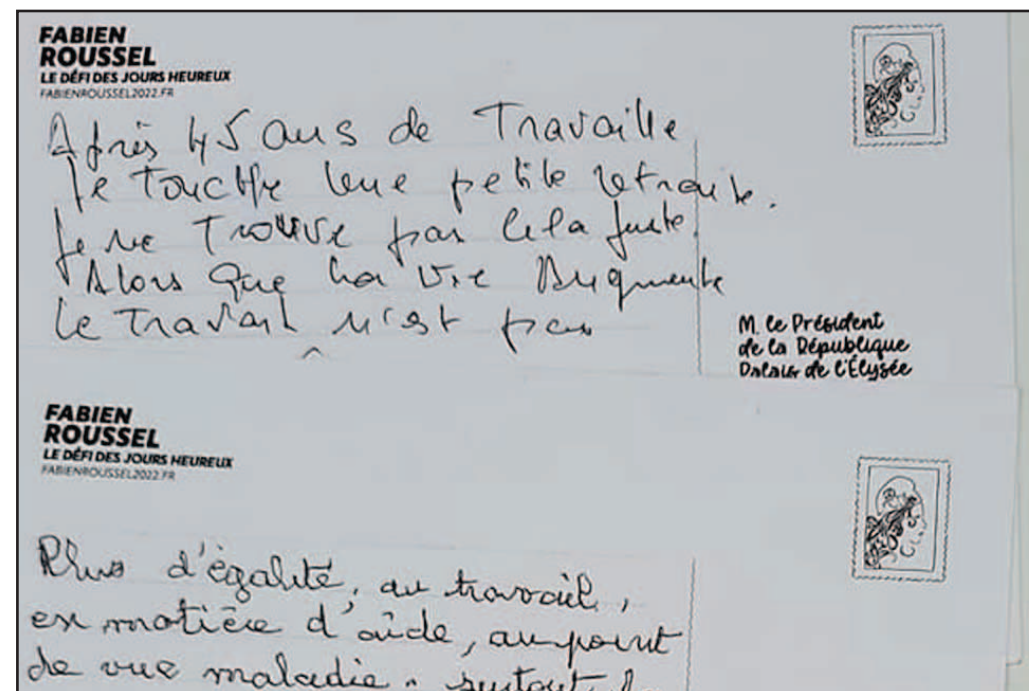
Dans une période où l'abstention des classes populaires a battu des records aux dernières élections, où la défiance est grande vis à vis de « la politique », le Parti communiste français a vraiment tout à gagner à développer de telles actions liant solidarité concrète et discussions et action pour changer les choix politiques.

Pour relever le défi des jours heureux. 🌻

Thierry AURY

secrétaire départemental du PCF OISE

SOLIDARITÉ des communistes en actes



Palestine

Dans l'imaginaire collectif, un résistant est un homme qui combat mais en Palestine, la résistance ne se réduit pas à cette image

« **E**xister, c'est résister » est un slogan qu'on retrouve sur beaucoup de murs en Palestine et en effet la résistance palestinienne commence en restant sur sa terre et Jérusalem-Est est aujourd'hui le visage de cette résistance non violente comme d'autres lieux avant elle (Bil 'in, les villages de la vallée du Jourdain, Hébron, Gaza...).

Depuis l'annexion en 1967 de Jérusalem-Est par Israël au mépris du droit international, l'objectif du gouvernement israélien est d'empêcher que Jérusalem-Est ne devienne la capitale de l'État de Palestine. Pour cela, le nouveau premier ministre impulse une politique de colonisation très agressive dans la continuité de son prédécesseur.

Les habitants de quartiers entiers sont menacés d'expulsion. A Silwan, les maisons de 1 000 personnes sont menacées de destruction ou d'expulsion. A Cheikh Jarrah, ce sont les 27 maisons de quelque 300 Palestiniens que le gouvernement veut expulser au profit de colons israéliens. Devant la mobilisation qui va au-delà de Jérusalem, la Cour suprême israélienne a reporté cette décision, cette menace plane toujours. Par ailleurs, toutes les manifestations pacifiques qui se sont déroulées dans ces quartiers ont été réprimées par l'armée israélienne dans une grande violence, le député communiste israélien Ayman Odeh venu manifester son soutien à ces familles avait été brutalisé par des soldats en mai dernier. Des colons viennent, régulièrement, provoquer en agressant et en proférant des slogans racistes.

Ce que certains soutiens inconditionnels de la politique de l'État d'Israël ont qualifié d'« un désaccord foncier » est en fait la mise en œuvre de ce que, en 1967, les vainqueurs de la guerre des 6 Jours avait déclaré « Jérusalem, capitale éternelle et indivisible d'Israël et du peuple juif ». Cette décision sera de nombreuses fois condamnée par la communauté internationale (en 1967 par le Conseil de sécurité de l'ONU, en juin 1980 par le Conseil européen). Israël persiste et en juillet 1980, c'est la Knesset qui proclame Jérusalem « une et indivisible, capitale éternelle de l'État d'Israël ». En réaction, les quelques pays dont l'ambassade était installée à Jérusalem la transfèrent à Tel Aviv

où se trouvaient déjà les représentations de la grande majorité des États. Il faudra attendre, en 2017, la provocation de Donald Trump pour que l'ambassade des États-Unis soit transférée à Jérusalem, d'autre pays suivront



cet exemple au mépris des droits du peuple palestinien.

Les Palestiniens de Jérusalem-Est subissent une double peine puisqu'ils sont soumis à l'arbitraire de la politique israélienne et que leur séparation du reste de la Palestine par le mur de même que l'interdiction faite aux Palestiniens de Cisjordanie de se rendre à Jérusalem les isolent de leur gouvernement. Pendant la campagne électorale, prévue en juin 2021, Israël avait empêché des candidats de faire campagne, procédant même à des arrestations.

Le statut même de ces Palestiniens tend à imposer la judaïsation totale de la ville mais aussi soumet leur quotidien à l'arbitraire.

Ils sont soumis au statut de "résidents" et peuvent donc être expulsés à tout moment. Ce statut est temporaire, ils doivent prouver que Jérusalem est leur « centre de vie » principal, ce qui notamment les empêche de faire des études à l'étranger, rend un mariage avec un Palestinien de Cisjordanie quasi impossible... Le but de cet acharnement quotidien est de débarrasser la ville de toute présence palestinienne, présence qui, au cours des siècles, a façonné Jérusalem.

Toute expression de l'identité palestinienne est interdite et beaucoup de militants sont arrêtés.



C'est d'ailleurs de Jérusalem que la révolte contre l'occupation et les agressions de colons a débuté en mai et a eu des répercussions dans toute la Palestine mais aussi en Israël où pour la première fois depuis octobre 2000 les Palestiniens d'Israël sont massivement descendus dans les rues, malgré les provocations menées par des milices juives racistes. Des mouvements de protestation des deux côtés de la « Ligne verte » ont eu lieu comme la grève générale du 18 mai.

En effet, même si la question de Jérusalem reste centrale, partout en Palestine, chaque jour, des Palestiniens se font assassiner, des bombardements sur Gaza ont lieu, les arrestations continuent alors que déjà 4750 prisonniers politiques sont détenus, la colonisation continue, la brutalité et la violence des colons continuent.

Le PCF entend briser le silence dont s'entoure le gouvernement français mais aussi l'Union européenne et contribuer à créer le rapport de forces indispensable pour qu'Israël se conforme enfin au droit international qu'il bafoue aujourd'hui avec arrogance, conforté dans la légitimité de sa politique par l'impunité dont il jouit.

Les députés communistes ont interpellé le ministre des Affaires étrangères et européennes sur la nécessité « d'imposer aux autorités d'occupation israéliennes le droit aux Palestiniens de vivre à Jérusalem-Est dans le respect des conventions internationales ».

La France doit sans attendre reconnaître de l'État de Palestine et imposer des sanctions au gouvernement israélien. ✪

Mathilde Caroly
responsable du Collectif PCF Palestine

Une pétition circule :
<https://www.change.org/p/occupation-continues-sheikh-jarrah-palestine>

Les arts de la rue sommés de se rentrer

L'annulation du festival ÉCLAT, qui devait se tenir ces jours-ci à Aurillac, crée un précédent qui soulève notre indignation.

La pandémie avait conduit à son annulation en 2020. Mais cette année, l'équipe organisatrice avait conçu, dans le plus grand respect des règles sanitaires, une édition allégée, plus étalée dans le temps, où toutes les mesures de sécurité étaient respectées. Pourtant la Préfecture du Cantal a procédé à son interdiction pure et simple, pour motifs « d'ordre public ».

Aurillac accueille la plus importante manifestation dédiée aux Arts de la Rue en France. Elle rassemble chaque année plusieurs dizaines de spectacles du monde entier et accueille plusieurs centaines de « Compagnies de passage ». Elle est depuis 1986 un rendez-vous incontournable pour tous les artistes de l'espace public et draine un public jeune, joyeux, populaire, souvent désargenté et que l'on dit parfois turbulent. Nous sommes pour le moins étonnés que la décision de son annulation ait été prise sans qu'aucune raison autre que d'éventuels « troubles à l'ordre public » n'ait été évoquée. Comment comprendre cette décision ? Nous sommes très étonnés du silence du Ministère de la culture, comme de celui des autorités locales, comme de celui de la présidente d'ÉCLAT Françoise Nyssen, qui inaugure bien mal son nouveau mandat !

Le mal est fait. Mais c'est de l'avenir du Festival ÉCLAT qu'il est question aujourd'hui, comme de l'avenir de toute création artistique dans l'espace public, qui exige autant et plus que toute autre de l'air et de la liberté ! « La rue est un théâtre à 360 degrés... » avait coutume de dire Michel Crespin, fondateur en 1986 du Festival d'Aurillac. La rue est le lieu de la rencontre la plus directe, la plus simple et souvent la plus poétique entre la création artistique et le plus large public, le plus jeune, le plus populaire. C'est aussi l'espace de la gratuité, pour la beauté du geste. Même si jusqu'à présent les nécessaires concessions mutuelles avaient été trouvés, cela n'a jamais plu à l'autorité...

L'annulation d'Aurillac dans ces conditions est un précédent qui soulève toutes les inquiétudes non seulement pour l'avenir de ce festival, mais aussi pour la nécessaire liberté, pour les artistes, de créer dans l'espace public et d'y rencontrer leur public.

Le Parti communiste est évidemment aux côtés de la Fédération des Arts de la Rue et des artistes qui organisent ce mercredi 18 août, une manifestation artistique et revendicative qui sillonnera le centre-ville d'Aurillac, de la place Michel Crespin à l'Hôtel de Ville. Appel est lancé aux artistes et au public de rejoindre ce mouvement, pour faire de cette manifestation un moment de fête et de partage, pour la défense des liber-



tés, et plus globalement la défense des droits fondamentaux. Nous réproposons cette dérive aux accents sécuritaires qui aujourd'hui frappe les artistes de rue et toutes celles et ceux qui « cultivent l'imaginaire au grand air », occupent l'espace public et en détournent les codes et les fonctions, tout en y injectant la dose de poésie qui nous permet de vivre – encore – debout. ✳

Pierre Dharréville

Délégué national du PCF à la culture
Député des Bouches-du-Rhône
Le 17 août 2021

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)



Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19°

COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Léa Mons, Julien Zoughebi.

RÉDACTION : Gérard Streiff RELECTURE : Jacqueline Lamothe

Mél : communistes@pcf.fr

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA